

Espagne : les trous de mémoire de la gauche

Article rédigé par *Contrepoints*, le 27 septembre 2020

En Espagne, le gouvernement cherche à entraver la diffusion de la connaissance scientifique de l'histoire au bénéfice d'une mémoire sélective et tronquée.

La manière dont l'[Espagne](#) est sortie à la mort de Franco d'une dictature et de quarante années de violences fratricides est gravée dans les mémoires comme un modèle de réconciliation humaine et de transition politique modérée. C'est la loi d'amnistie de 1977 qui traduit juridiquement la volonté réciproque d'oubli et de pardon.

Cette loi, clé de voûte de la Constitution de 1978, couvre l'ensemble des crimes commis par les deux camps pendant la Guerre Civile jusqu'à la date de sa promulgation.

Soutenue par l'intégralité du spectre politique national, elle mit un terme à toute volonté de règlement de comptes et de revanche. Ce fut pour le pays l'entrée dans une période de bipartisme modéré, incarné par un PSOE social-démocrate plus que centenaire et le tout nouveau Parti Populaire, d'inspiration libérale-conservatrice.

Depuis quelques années maintenant, et cette première Loi de Mémoire Historique approuvée en 2007 lors du mandat du socialiste Rodriguez Zapatero, un PSOE en voie de radicalisation entend remettre en cause ce pacte du pardon. C'est dans ce sens qu'un avant-projet de deuxième loi mémorielle a été présenté au Parlement le 15 septembre dernier.

La lecture détaillée de cet avant-projet de Loi de « Mémoire Démocratique » ne laisse aucun doute sur la volonté du législateur. Sous prétexte de « *promouvoir la réparation morale et récupérer la mémoire* » de la guerre civile (1936-1939) et « *répudier et condamner le coup d'État du 18 juin 1936 et la dictature qui suivit* », le gouvernement cherche à entraver la diffusion de la connaissance scientifique de l'histoire au bénéfice d'une mémoire sélective et tronquée.

[Big Brother](#) l'avait compris : « *Celui qui a le contrôle du passé, disait le slogan du Parti, a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé* ».

Il serait trop long de rendre compte de l'ensemble des mesures prévues ; on se contentera dans cet article d'analyser celles que nous considérons comme de véritables manipulations historiques et atteintes aux libertés d'expression et de conscience.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur

<https://www.contrepoints.org/2020/09/25/380828-espagne-la-memoire-selective-de-la-gauche>

